

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



LIGNES D'ATTAC

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°117 | Avril 2024 - juin 2024 | 1,5 €

STOP

WWAR

- ▶ Samedi 20 avril, *Le Balai libéré*, Seraing
- ▶ Mercredi 15 mai, AG, Beau-Mur
- ▶ Jeudi 16 mai, préparation apéro politique, Kali



Des guerres, partout. Plus de deux ans après l'invasion russe, la guerre en Ukraine s'enlise, et menace de s'étendre. Plus de quatre mois après les représailles lancées par le gouvernement Netanyahu suite à l'attaque du Hamas la population palestinienne de la bande Gaza n'a plus ni havre ni refuge. Celle qui déchire le Kivu et permet au Rwanda de vendre des minerais inexistants dans son sous-sol, celle qui ensanglante Khartoum dans un combat des chefs, celle qui terrorise le Sahel, ces guerres enchevêtrées qui débordent en mer Rouge et où s'immiscent des intérêts étrangers, comme aux frontières de l'Inde. Comment rêver encore d'un monde en proie à la paix ?

Le passage à la voiture électrique ? Des milliers de tonnes de minerais à extraire, des GW/minute d'électricité à produire. Le passage au numérique ? La communication mobile ? Des satellites à foison, des centres de stockage de données gigantesques, des ondes qui nous enserrent dans les mailles de leurs filets. Un Pacte vert qui recommande des camions géants en plus grand nombre. Comment parler ici de **transition** environnementale ?

Les paradoxes de la **démocratie** continuent de nous hanter. Oui, on peut dire avec Van Reybrouck, et en partie Pébarthe et Stiegler, « élections pièges à cons », n'empêche que ne pas voter, c'est non seulement renoncer à un droit conquis, mais donner plus de poids aux partis majoritaires et laisser davantage de place à une extrême droite au discours trompeur dont l'ascension est sidérante, même si choisir entre plusieurs partis une fois tous les cinq ans ne peut être la définition de la démocratie. Nous en parlons encore dans ces pages.

Nous vous invitons (instamment) à réfléchir aux exigences d'une **fiscalité** juste et à vous impliquer dans les tables rondes des apéros politiques, dont celle d'ATTAC et du Réseau pour la Justice fiscale.

Nous essayons aussi de vous donner envie de lire la somme époustouflante réalisée par l'historien Fabian Scheidler, *La Fin de la mégamachine*.

Et puis l'accès à la santé, la sécurité alimentaire, la restauration des sols, les droits des immigrés... tant de combats livrés contre la montre, tant de rendez-vous militants où se retrouver.

Notre dernier rendez-vous avant l'été ce sera à nouveau une débalade récapitulative suivie d'un souper estival.



Le 24 février 2022, c'était il y a deux ans, c'était hier, c'était il y a un siècle. Quelques lignes pour marquer un anniversaire

Nous sommes le 24 février 2024. Il y a deux ans exactement, c'était un jeudi. Je m'étais réveillé assez tard, ma compagne déboule et me dit : « C'est la guerre ! La Russie envahit l'Ukraine. » Je suis sidéré. Je comprends immédiatement que ce qui est en train de se passer est inadmissible, monstrueux, une tragique erreur, une action criminelle. Il y aura un avant et un après le 24 février 2022. Je n'avais jamais cru que cela arriverait, la raison m'interdisait d'accepter cette éventualité malgré les menaces et divagations révisionnistes récentes de Poutine sur l'histoire et sur la réalité même de l'Ukraine. Peu de gens, très peu d'observateurs, quel que soit leur degré d'expertise de la géopolitique, avaient d'ailleurs jugé cette hypothèse plausible.

Mon rapport passionné à la Russie s'est trouvé bouleversé ce jour-là de février 2022. J'essaie depuis lors de le reconstituer sur des bases nouvelles, de revisiter le grand bond en arrière, les quarante ans écoulés depuis la liquidation de l'Union soviétique jusqu'au dernier avatar poutinien de la Russie. D'y reconnaître surtout les étapes d'un engrenage fatal, qu'il faut bien appeler le triomphe du tropisme guerrier et ultranationaliste de Poutine et de son clan. En le replaçant, bien entendu, dans le contexte de la stratégie d'affaiblissement voire de désagrégation de la Russie postsoviétique que l'Occident euroatlantiste (les USA, l'UE, l'OTAN, etc.) a mis en œuvre sans discontinuer depuis la fin de l'URSS. La responsabilité des Occidentaux dans ce que nous vivons aujourd'hui est immense, je ne l'oublie à aucun moment. Ainsi que celle des dirigeants ukrainiens successifs, dont le choix du sabotage des accords de Minsk. Mais je n'en prendrai jamais prétexte pour occulter les crimes de Poutine. Et je constate que la guerre de Poutine conduit à l'opposé des objectifs qu'il prétend poursuivre, puisqu'elle a anéanti pour des générations les liens séculaires de fraternité entre les peuples russe et ukrainien et qu'elle obère, à terme, au-delà des discours sur les succès de l'économie de guerre et la résilience du pays, la cohésion et l'avenir même de la Russie.

Les deux années que nous venons de vivre se soldent par des centaines de milliers de morts et de blessés et par la destruction avancée de l'Ukraine. Le monde est beaucoup plus instable et dangereux depuis le 24 février 2022. L'OTAN s'est objectivement renforcée et élargie. Les pays de l'UE ont relancé leurs budgets →

militaires de manière considérable, notamment l'Allemagne, mais loin en dessous des niveaux étatsuniens. La menace de la prolifération nucléaire a sensiblement augmenté. Certes, le Sud global, les BRICS, dont la Chine, se sont imposés de manière incontournable dans le rapport des forces au plan international ; l'uni-polarité sous domination étatsunienne a vécu. Mais à quel prix, celui du réarmement global et d'un risque accru de guerre mondiale, en tous cas de multiplication des conflits armés.

Les deux années que nous venons de vivre ont également achevé de mettre à nu ce que Vladimir Vladimirovitch avait habilement réussi à cacher (ou que je n'avais pas vu venir) depuis en gros une décennie, de l'évolution funeste et nau-séabonde de son régime. Elles ont mis à mal les mesures, prises dans les années 2000-2010, de reconquête des richesses et de la fierté nationales de la Russie saccagée par les liquidateurs de l'URSS. Je ne sais comment qualifier de la manière la plus exacte ou correcte le système que Poutine a mis en place, mais il réunit des caractéristiques à la fois de l'extrême droite ultranationaliste, voire fasciste, de l'autoritarisme réactionnaire, de la régression sociale et civilisationnelle, d'un néolibéralisme oligarchique et mafieux et de la confiscation du pouvoir par les siloviki et les silovarques. L'énumération est certainement incomplète, n'oublions pas Kirill, il faut bien sûr inclure dans l'énumération le retour à l'emprise de la religion orthodoxe dans la boîte à outils idéologique du pouvoir. Il m'est impossible de voir dans cette Russie-là le porte-drapeau de la lutte menée avec le Sud global pour briser l'hégémonie euroatlantiste dans le monde. Il m'est impossible de « faire avec ». Et de quoi la croisade contre l'Occident est-elle le nom ?

J'essaie donc de garder une attitude très raisonnée et la plus appuyée possible sur les faits vis-à-vis tant de la Russie, et de ce que furent réellement l'URSS et le communisme, que de l'Occident. Ce n'est pas simple en ces temps qui veulent nous faire accroire que le communisme et le nazisme sont d'infâmes jumeaux... Je crois que notre boussole majeure doit être la lutte pour la paix, l'approche humaniste envers et contre toutes les barbaries. Et le rejet de tout alignement « campiste » et de toute alliance avec les « ultras » de quelque bord qu'ils soient.

GAZA



Il ne reste rien. Des corps ensevelis. Des amas de gravats. Des graines de haine. Peut-être était-ce même ce qu'espérait le Hamas ? Ses rangs seront nourris par le ressentiment.

Il y a plus d'un mois maintenant que la Cour internationale de justice (CIJ), saisie par l'Afrique du Sud, a rendu une décision demandant à Israël d'empêcher d'éventuels actes de génocide et de 'prendre des mesures immédiates' pour permettre la fourniture d'aide humanitaire à la population civile de Gaza. Les décisions de la CIJ sont, paraît-il, contraignantes et sans appel, et il incombe aux États de les mettre en œuvre. Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, déclare : La décision rendue « rappelle avec force le rôle crucial du droit international s'agissant de prévenir le génocide et de protéger toutes les victimes de crimes atroces. Elle envoie un message clair : le monde ne regardera pas en silence Israël poursuivre sa campagne militaire visant à décimer la population de la bande de Gaza et déchaîner la mort, le chaos et la souffrance contre les Palestinien-ne-s à une échelle sans précédent ». Eh bien si. Le monde continue à regarder la population gazaouie mourir sous les bombes, ou de faim, ou de septicémie... Les manifestations se multiplient. Quelles mesures va prendre la CIJ ? Israël est une démocratie, nous répète-t-on. La majorité de ses citoyens va-t-elle se réveiller devant l'évidence d'une politique qui ne peut que nourrir la haine ?





LES ESCALIERS DE BUEREN À LIÈGE REPEINTS AUX COULEURS DE LA PALESTINE

GÉOPOLITIQUE



La nuit du dimanche 17 au lundi 18 mars, une équipe de militants de la solidarité singulièrement bien organisée a transformé les 374 marches de la Montagne de Bueren en ce magnifique hommage au peuple palestinien. L'œuvre survit par les photos, les innombrables partages. Mais les pavés ont très vite retrouvé leur grisaille : la Commune a promptement fait karschériser pareil témoignage...

Le billet de Pierre Heldenberg dans *l'Asymptotique* :
https://lstu.fr/attac_117_03

MONDE AGRICOLE ET TRAITÉS DE LIBRE ÉCHANGE



La colère des agriculteurs (les vrais, pas les agritueurs de l'agroalimentaire) n'est pas dirigée contre d'éventuelles mesures de protection ou de restauration de l'environnement, dont beaucoup ne sont d'ailleurs toujours pas d'application (le retrait de l'interdiction de certains pesticides était la conséquence du désaveu par le Conseil européen), mais contre l'impossibilité de gagner décemment leur vie entre les fournisseurs d'intrants agrochimiques et la grande distribution, et contre l'injustice flagrante de traités de libre-échange qui permettent l'arrivée à prix cassés de denrées produits bien loin et sans respecter les interdictions en vigueur dans l'UE. Comme nous l'a rappelé Francesca Monteverdi (Entraide et Fraternité), les conséquences de ces traités sont dramatiques au plan social et au plan écologique (déforestation, pollution par le transport, pollution des sols et des nappes phréatiques en profondeur et dans la durée). Ironiquement, le discours pour faire signer l'accord UE-MERCOSUR invoque le besoin de matières premières pour la transition environnementale : éthanol et lithium. Les seuls qui en tireront profit sont les grosses multinationales.

Des choix politiques doivent être posés : pour une agriculture locale et paysanne, pour une réorientation des subsides aux agriculteurs, pour une interdiction mondiale de pesticides toxiques, pour le financement public de mesures nécessaires mais non monnayables comme la plantation de haies et de bosquets, la mise de terres en jachère. Tout repose sur un rapport de forces, qui sera influencé par nos votes, ainsi que nous l'a répété le député européen Philippe Lamberts.

Polluants éternels

On en a beaucoup parlé, et peut-être pas assez. Les PFAS, substances per- et polyfluoroalkylées (plus de 4700 produits chimiques de fabrication humaine), sont des «polluants éternels» utilisés pour leur capacité à repousser les graisses et l'eau ainsi que pour leur résistance aux températures élevées.

<https://eeb.org/work-areas/industry-health/pfas>

Une pétition de We Move Europe est à signer « Pour une Europe sans produit chimique » : https://lstu.fr/attac_117_01



DÉMOCRATIE ET ÉLECTIONS



Comme annoncé dans le numéro précédent, nous avons poursuivi nos échanges sur la démocratie.

Une séance d'arpentage nous a permis de nous emparer du cœur du livre de Pébarthe et Stiegler, *Démocratie ! Manifeste*. (Pour rappel, la technique de l'arpentage, où le texte à lire est partagé parmi les participants, a pour but de faire entrer en résonance des expériences de lecture et des expériences de vie.) Au chapitre I, après avoir établi que depuis les années 1980 la démocratie est trompeusement présentée

comme l'autre face du néolibéralisme, avec Walter Lippmann comme référence théorique de ce qui est en fait une démagogie, puisque l'état est chargé de fabriquer le consentement, nos auteurs retournent au modèle athénien du V^e siècle avant notre ère, que Van Reybrouck prend également en exemple. Certes, les « citoyens » d'Athènes, dont l'égalité devait être assurée par un système complexe de volontariat, de tirage au sort et de mandats très limités dans le temps, ne représentaient que 10 à 24% de la population, à l'exclusion des femmes, des esclaves et des étrangers, mais pour ceux-là, la formule qui veut qu'en démocratie les gouvernés soient aussi des gouvernants est pleinement effective. Une institution athénienne essentielle au fonctionnement de cette forme de démocratie participative était le théâtre : les tragédies auxquelles assistaient des foules énormes (y compris d'ailleurs des femmes, des esclaves et des étrangers) laissaient les spectateurs face à un dilemme, un choix entre deux approches également justifiables, donc la nécessité de réfléchir. Les prises de parole dans l'assemblée citoyenne étaient libres et chacune considérée comme l'énoncé d'une vérité (logos). Lorsque l'assemblée se prononçait, elle émettait une opinion (doxa), car il fallait qu'elle puisse faire l'objet d'une révision. Au chapitre II, ils donnent en exemple de processus véritablement démocratique l'assemblée constituante au Chili, même si le texte a finalement été rejeté par référendum. Ils insistent sur les conditions de l'activité scientifique, « parce qu'elle a pour finalité la vérité, et que celle-ci intervient dans les délibérations » (75). Le « politique » de Platon est un technocrate, un expert, critiquant ainsi la participation démocratique. Platon condamne le peuple à voir défiler des ombres instables dans une caverne alors

que les décideurs éclairés vivent dans la lumière de vérité stable (notons que le rapport au flux et à la permanence est inversé chez Lippmann : le peuple est prisonnier de stéréotypes, les décideurs chevauchent le changement). Les vérités scientifiques évoluent au fil du temps, ce qui pourtant n'autorise pas le relativisme où tout est permis, et c'est là que l'université doit jouer son rôle de productrice de savoir autonome, de confrontations critiques, autour de cette notion centrale qu'« aucune vérité stabilisée n'épuise jamais définitivement le sens du monde » (102).

Une rencontre ultérieure a rapproché des perspectives diverses et complémentaires. Les arcanes de la répartition des voix dans notre système proportionnel belge, l'importance de la démocratie économique, complémentaire à la démocratie politique (voir article d'Eric Nemes), l'emprise des partis sur les désignations et les prises de décision à tous les niveaux, la critique développée par Van Reybrouck de la monomanie électorale, comme si la démocratie pouvait se réduire à un bulletin de vote tous les quatre ou cinq ans. Néanmoins son éloge inconditionnel du tirage au sort 'à l'athénienne' prête également le flanc à la critique. L'ensemble des citoyens n'a plus rien de la relative homogénéité de l'Athènes de Périclès, il faudrait donc avoir recours à un échantillonnage complexe, dont Nicolas Franka nous assure qu'il est rendu possible par les techniques actuelles. D'autre part, à l'heure actuelle, bouder les urnes risque de donner encore davantage de poids aux votes d'extrême droite qui promettent tout le contraire de la démocratie. Ce sera l'objet de la conférence de Julien Dohet et Olivier Starquet le mardi 2 avril à Barricade.





ASSEMBLÉE CITOYENNE

Janine Tits

La présentation des propositions du conseil participatif permanent et des deux premières assemblées citoyennes au collège communal a lieu dans la superbe salle du Collège communal de l'hôtel de ville de Verviers. Chaque membre des 3 groupes a été invité par mail à assister à cette présentation soit en prenant la parole pour le groupe soit en tant que spectateur intervenant si nécessaire.

S'installent sur les fauteuils du bourgmestre et des échevins, devant une longue table, la représentante de l'Université de Liège et les personnes qui ont choisi de prendre la parole pour les trois groupes citoyens ; de part et d'autre, le long des murs latéraux, de magnifiques anciens pupitres en bois pour les citoyens des groupes qui ont choisi d'être spectateurs. Je prends place à côté d'une personne du premier groupe et d'une employée de la "cellule stratégique" de la Ville.

Très ponctuels, le Bourgmestre et les échevins, étonnés mais ravis du changement de place, vont s'asseoir le long du quatrième mur, dos à la porte d'entrée. La réunion commence à l'heure ! (Contrairement au Conseil communal, le Collège Communal n'est pas public.)

L'échevin de la culture, du tourisme, de l'environnement et de la participation citoyenne dit quelques mots d'accueil et passe la parole à la représentante de l'Université. Celle-ci présente l'ordre du jour, rappelle le modèle mis en place et le calendrier suivi, explique le déroulement du processus participatif organisé et passe la parole, à tour de rôle, aux trois personnes concernées pour la présentation de la synthèse des propositions émises par chaque organe participatif.

Pour rappel, j'avais été contactée début 2023 pour faire partie de la deuxième Assemblée citoyenne, désignée par tirage au sort, ce que j'avais accepté avec plaisir et curiosité. Après trois soirées de travail commun, notre porte-parole rappelle la thématique traitée et présente les douze projets proposés par notre groupe ; j'interviens pour quelques précisions.

Après une demi-heure d'échanges constructifs avec les échevins, le bourgmestre félicite les intervenants et se réjouit du caractère positif des débats et de la créativité de citoyens motivés. Le Collège reviendra vers nous rapidement après avoir étudié nos propositions. Nous aurons connaissance de ce qui est réalisable à court terme, à moyen terme, de ce qui n'est pas réalisable actuellement et pourquoi.

DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

Eric Nemes



DÉMOCRATIE

Des élections sociales pour une réelle démocratie économique et sociale !

Du 13 au 26 mai 2024, dans quelque 7000 entreprises du secteur privé, seront organisées des élections sociales. Ces élections, en principe obligatoires dans toutes les entreprises de plus de 50 personnes, permettent aux travailleurs d'élire les délégués qui les représenteront pour les quatre prochaines années.

Ces élections sont importantes car elles permettent aux travailleurs de faire entendre leur voix dans l'entreprise et de choisir des représentants plus ou moins revendicatifs ou participatifs,... et globalement de **mesurer les rapports de force** entre salariés et employeurs dans la sphère économique et entre les différents syndicats, au Conseil National du travail, au Conseil Central de l'économie et dans le groupe des Dix !¹

L'employeur est tenu d'organiser des élections :

- ▶ au Comité pour la Prévention et la Protection du Travail (CPPT) dans les entreprises de plus de 50 travailleurs
- ▶ au Conseil d'entreprise (CE) dans celles de plus de 100 travailleurs.

Et dans les entreprises plus petites? Suivant la Commission paritaire, à partir de 10, 20 ou ... travailleurs, les organisations syndicales peuvent désigner un délégué syndical.

Être **représentant au CPPT**, c'est notamment:

être à l'écoute de ses collègues,

- ▶ relever les problèmes qui se posent dans l'entreprise en matière de sécurité, de santé ou de bien-être au travail
- ▶ discuter avec le conseiller en prévention et l'employeur pour améliorer concrètement la situation : la qualité de vie au travail, les équipements de protection, l'environnement, le bruit, le stress, ...

Être **représentant au CE**, c'est notamment :

- ▶ recevoir les informations et donner son avis sur la santé économique de l'entreprise, l'évolution de l'emploi, la productivité, les perspectives, ...
- ▶ avoir son mot à dire sur le règlement de travail, les vacances annuelles, les critères de licenciement et d'embauche, les modifications dans l'organisation du travail..., le respect de la législation sociale, la nomination du réviseur d'entreprise ; mais aussi le recours aux heures sup., au travail intérimaire et à la sous-traitance



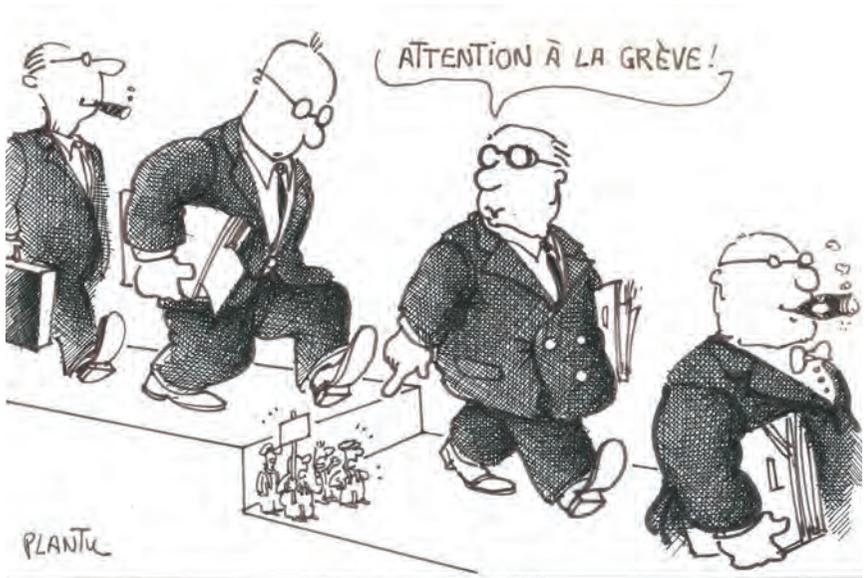
1. Groupe des Dix : un des hauts lieux de la concertation sociale qui réunit les instances dirigeantes des organisations syndicales et patronales (cinq représentants des trois syndicats, CSC, FGTB et CGSLB, et cinq représentants des fédérations patronales, FEB, mais aussi classes moyennes et Boerenbond.

Normalement ces organes se réunissent une fois par mois, et assurent ainsi un réel dialogue social et la démocratie économique dans l'entreprise.

Conclusion

À ATTAC, nous pensons qu'il faut compléter la démocratie politique qui, en théorie, assure l'arbitrage entre les attentes de tous les citoyens dans l'intérêt général, par une réelle démocratie économique et sociale dans les entreprises. En effet, une fois défini l'intérêt général dans la loi, il faut veiller à sa mise en œuvre, son exécution, ... et à ce moment un réel contre-pouvoir dans la production des biens et services est un outil indispensable.

Pour plus d'infos, contacter votre syndicat et/ou aller sur le site du SPF Emploi : https://lstu.fr/attac_117_02



Plantu, source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque Nationale de France

FISCALITÉ PARTICIPATIVE (SUITE)

Nicolas Franka



DÉMOCRATIE

La **taxation comme outil d'orientation** des comportements est un puissant moyen pour réorienter une société d'une manière peu coercitive car collectivement établie. Ainsi pour éviter de parler de rage taxatoire ou de considérer la protection de l'environnement comme une atteinte à la liberté de rouler en SUV, établir des **cadres de discussion** permettant de concilier contraintes collectives et aspirations personnelles laisse entrevoir des solutions réfléchies, où les contributions de tous permettent une meilleure acceptation des décisions.

Il y aura évidemment des mécontents, mais sans doute moins après des débats informés et un processus qui vise à minimiser les pertes de certains en traitant de toutes les objections raisonnables.

Un tel processus ne serait ni simple ni rapide, mais aurait au moins autant de légitimité qu'un gouvernement dont rien ne garantit que les décisions soient dans l'intérêt de la majorité des citoyens, ou d'un environnement à restaurer. Aujourd'hui la fiscalité se définit plus par la confrontation de groupes d'intérêts. Seuls les syndicats représentent encore un contrepoids quelque peu tangible, et leur influence s'érode rapidement. Nous nous trouvons dans une société oligarchique qui nuit à la cohésion sociale, à la solidarité et à la justice.

Pour rendre ces considérations concrètes, imaginons des exemples d'applications. Ainsi la notion de **progressivité de l'impôt** (où l'on paie un taux supérieur par tranche) varie selon les pays, mais également au fil de l'histoire. La révision de la progressivité peut aisément s'établir par des simulations basées sur les données fiscales disponibles (dont l'accès devrait par ailleurs être facilité) et des votes en ligne sur des propositions alternatives.

L'avantage de décisions collectives pourrait être une plus grande stabilité à travers le temps. On peut aisément imaginer des adaptations, mais il est difficile de croire que toute une population change d'avis du jour au lendemain contrairement aux cycles électoraux. Plus de justice interpersonnelle est possible, mais également entre le Travail et le Capital, présentés comme sources de création de richesse (en oubliant la nature). Toute forme de revenu ne peut in fine qu'appartenir à l'une de ces deux catégories. La fiscalité relative au travail et aux valeurs mobilières sous leurs multiples formes ne peut être laissée aux seuls





initiés et doit faire partie (1) de l'enseignement de base et (2) des éléments centraux au débat collectif.

Conclusion

Un pays peut-il se déclarer libre et démocratique tant que la fiscalité y est perçue comme un fardeau ? Si le sujet focalise les luttes sociales et le mécontentement, n'est-ce pas parce qu'en tant qu'outil public, la part laissée à la délibération collective est réduite à peau de chagrin ?

Soulever ces débats fera certainement émerger de nouvelles questions fondamentales de société. Aujourd'hui, les compétences fiscales sont laissées à la discrétion des États-nations, gouvernements régionaux, collèges communaux. Une méthode qui pose bien des problèmes dans le cadre monétaire des États de la zone euro. Car avec une libre circulation des capitaux et des marchandises, la force de négociation des groupes internationaux est presque sans limite vis-à-vis du pouvoir fiscal, limité géographiquement.

Il est difficile aussi d'entrevoir une réforme fiscale sans reconsidérer la **monnaie**. En effet, pour tout pays souverain monétairement, la monnaie et la fiscalité font partie de la même dynamique. De plus, dans un cadre où les unités de comptes circulent sans contrôle public (ce qui est le cas dans la zone euro), impossible de pleinement reprendre la main sur la capacité de fiscaliser (faire contribuer au pot commun) des multinationales qui profitent le plus souvent de taux de transferts et d'une batterie de dispositifs permettant d'éluider le peu d'impôt qui leur resterait à payer.

Le débat collectif permet de contrer les arguments fallacieux du capitalisme : **choisir ensemble** la manière dont chacun contribue, les incitants ou les freins à certains comportements tout comme l'allocation des ressources est l'essence d'une société démocratique.

Nous disposons d'outils permettant d'informer les participants à un débat démocratique et de simuler des modifications et leurs conséquences.

Comme pour un budget, le simple vote ou référendum est clivant et peu productif. Il reproduit les dichotomies politiques qui conduisent à l'immobilisme, aux raccourcis et au pugilat. **Construire cette science du collectif** est l'enjeu intellectuel sous-jacent requis pour répondre aux défis économiques et

environnementaux.

Ce processus d'élaboration collective est la seule chance de faire entendre des considérations économiques hétérodoxes. Faire le pari que tout un chacun peut comprendre les mécanismes, en considérer les causes et conséquences et ainsi contribuer de manière pertinente à un débat central à la cohésion de notre société et à la paix sociale.

La justice fiscale, empreinte de considérations morales, ne peut être retranscrite dans nos lois par une approche purement technocratique. Il lui faudra consacrer la **volonté populaire** – qui doit encore se construire – dans des règles de distribution qui déterminent notre société.

Plus globalement, la voie vers un monde juste et durable ne peut passer que par une refonte de la fiscalité qui détermine nos habitudes, nos comportements, les stimule ou les freine. Comment, qui, à quel niveau et pourquoi nous contribuons ensemble à construire cette solidarité sont autant de questions dont dépend notre destin collectif.

La démocratie existera pleinement quand le paiement des impôts sera l'aboutissement d'un travail collectif, où les citoyens auront collectivement décidé de financer des services et d'engager des projets communs pour non seulement défendre leurs droits mais tenter de préserver un environnement viable.

Changer le chemin de notre société vers un monde juste et durable sera long et difficile dans le cadre d'une lutte politique dont les bases ont été posées par les aristocrates et rentiers désireux de défendre leurs privilèges lors des révolutions des 18^e et 19^e siècles. Une démocratie participative vivante, informée et capable d'organiser la prise de décision constitue un espoir qui pourrait mobiliser les forces du changement et établir des bases de transition sociales radicales mais constructives, ambitieuses mais réalistes. La fiscalité participative n'est pas un luxe, mais une nécessité profonde.

Des questions subsistent évidemment sur les méthodes à développer, les outils pertinents, la manière de les construire et de les intégrer, mais surtout sur l'appétence des populations à saisir une **opportunité d'émancipation**. Les tentatives et exercices qui s'annoncent seront à observer au plus près, à critiquer, améliorer lors des activités citoyennes, politiques ou de débats économiques.



DÉMOCRATIE

Enfin, les citoyens seront-ils capables et désireux de faire confiance à leur voisin pour légiférer, à leurs proches et même à leurs pires ennemis ?

Un tournant historique s'annonce et les clivages séculaires sont plus que jamais présents : individus contre collectivité, mouvements de base contre centralisation, travail contre capital. Comment en discuter tous ensemble ?



Franz Masereel, *La ville*, 1925

RÉPARATIONS RÉVOLUTIONNAIRES, changer le système par la fiscalité



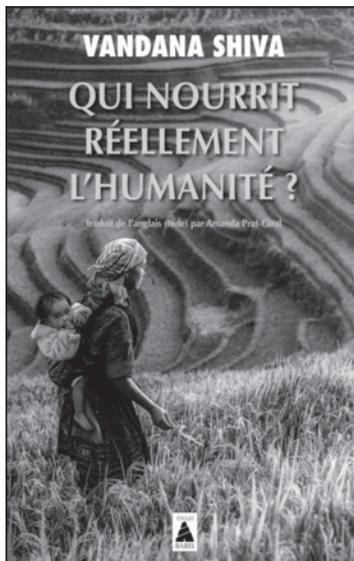
FISCALITÉ

Le 2 novembre 2023, une rencontre en ligne organisée par Equal Rights (Laura), le TansNational Institute (Sara) et Revolutionary Reparations (Keval) rassemblait une trentaine de participants autour du scandale séculaire que représente le transfert de richesse des pays colonisés vers les métropoles (le rapport entre l'aide au développement et les richesses du Sud aspirées par le Nord est actuellement de 1 à 14) et sur les moyens de changer ce système d'exploitation. Les deux propositions principales sont d'ordre fiscal, chacun reconnaissant que tout est lié : les échanges inégaux, le piège de la dette, l'agriculture intensive, le recours aux énergies fossiles, les privatisations, etc. Keval propose une taxe qui s'en prend au moteur même du capitalisme en visant les transactions financières sur un mode exponentiel. L'idée de James Tobin, relancée par Fidel Castro en 2001, pourrait rapporter jusqu'à un trillion de dollars par an, qui devraient être collectés et distribués par un ou plusieurs organismes internationaux et distribués en guise de réparation mais pas aux gouvernements des pays du Sud, directement à des services publics et à des initiatives locales visant la souveraineté alimentaire. Voir <https://revolutionaryreparations.org/financial-transaction-tax/>

Laura propose en complément une taxe internationale sur les grosses fortunes, donc pas un impôt au niveau national qui reproduirait les inégalités existantes mais un impôt mondial, qui serait soit collecté au niveau des états puis centralisé, soit immédiatement collecté par un organisme international dont le fonctionnement devrait être aussi transparent et démocratique que possible, la richesse privée deviendrait ainsi richesse publique, à distribuer sans tenir compte des frontières. Il s'agit d'une attente partagée par une vaste majorité de la population mondiale et qui peut s'appuyer sur le travail du réseau pour la justice fiscale. <https://www.equalright.org/>



AGRICULTURE ! TESTEZ VOS CONNAISSANCES !



Placez les pourcentages dans les phrases respectives issues de l'introduction au livre de Vandana Shiva *Qui nourrit réellement la planète ?* (traduit de l'anglais par Amanda Prat-Giral, Babel, Actes Sud 2020) :

90%, 75%, 70%, 40%, 30%.

« Et pourtant, seuls _____ % des aliments que nous consommons proviennent des grandes exploitations agricoles industrielles. La part du lion nous vient des petites exploitations qui travaillent sur des parcelles de taille modeste. En revanche, l'agriculture intensive est responsable de plus de _____% des dégâts écologiques infligés à la planète »

« L'agriculture industrielle ne se contente pas d'anéantir les sols et les insectes bénéfiques : elle pollue l'eau. Aujourd'hui, _____% des ressources hydriques de la planète sont exploitées aux fins de l'irrigation intensive nécessaire à cette agriculture à base de produits agrochimiques »

« Selon les chiffres de l'ONU publiés en 1995, l'agriculture intensive avait éliminée plus de _____% de l'agrobiodiversité (la biodiversité liée à la production alimentaire et agricole). Aujourd'hui on s'approche sans doute davantage des _____% . »

« Il n'y a aucun doute là-dessus : c'est aussi ce paradigme dominant de la pensée industrielle et mécanisée qui est responsable du changement climatique ; _____% de toutes les émissions de gaz à effet de serre viennent du système agricole mondialisé, qui a recours à des combustibles fossiles pour fabriquer des engrais, faire fonctionner les machines agricoles et déplacer les produits sur des milliers de kilomètres tout autour du globe. »

Que veut le monde agricole ?

1. Décider du prix de vente du lait à plus de 1.50€ le litre
2. Augmenter leur prix de vente du lait de +/- 0.30€
3. Décider de leur prix de vente du lait

De quoi la PAC est-elle responsable ? (Plusieurs réponses possibles)

1. D'avoir poussé les agriculteurs-rices à grossir via les subventions pour les criminaliser 10 ans plus tard car iels polluent trop
2. D'avoir versé trop de subventions au secteur bio
3. D'avoir obligé les exploitant-es à laisser 4% des terres en jachère

Qu'est-ce que le Mercosur ?

1. Une marque reconnue internationalement
2. Une politique qui vise à produire à bas prix
3. Un marché commun sud-américain

Quelle affirmation est exacte ? (Plusieurs réponses possibles)

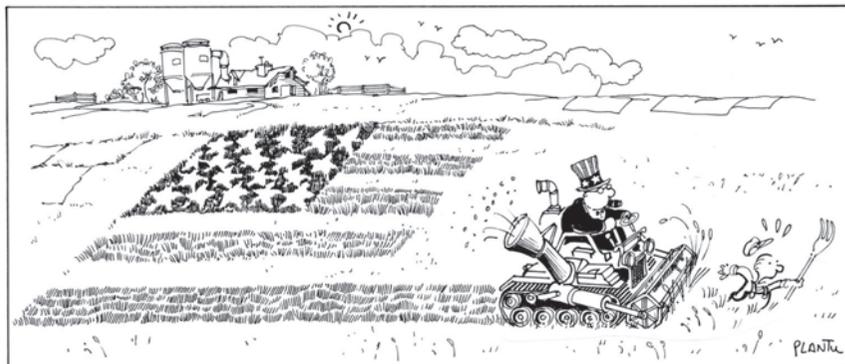
1. Les traités de libre échange internationaux permettent d'obtenir des produits de qualité
2. Les traités de libre échange sont déloyaux à cause des normes non uniformes
3. Les traités de libre échange nuisent à l'environnement

Vrai ou Faux ?

La PAC représente le premier poste du budget de l'UE, avec 387 milliards d'euros sur sept ans (2021-2027) dont 270 milliards d'euros d'aides directes.

Corrigés des jeux du nméro précédent

- | | |
|------------------|-------------------|
| 1. élection | 6. Dubaï |
| 2. cessez-le-feu | 7. tronçonneuse |
| 3. Delhaize | 8. suffrage |
| 4. SSA | 9. réparations |
| 5. démocratie | 10. extractivisme |



Plantu, source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque Nationale de France



DES TYRANNIES MILLÉNAIRES, À BRISER SOUS PEINE D'EXTINCTION

Synthèse de Corinne Michel



Fabian Scheidler, *La fin de la mégamachine. Sur les traces d'une civilisation en voie d'extinction*, traduit de l'allemand par Aurélien Berlan, Paris, le Seuil, 2020/2023.

« *Un livre magnifique, d'une actualité brûlante. Nous devons à l'auteur gratitude, solidarité et beaucoup d'admiration.* »

Jean Ziegler

Voici un livre absolument passionnant et que tout le monde devrait lire ! D'autant plus que l'écriture est accessible et que l'histoire (que nous croyons connaître) qui y est déroulée est palpitante, on se croirait dans un thriller, on dévore les pages et on en veut encore... »

Ce livre nous raconte plus d'une centaine d'autres livres réunis. Il devrait être une lecture obligatoire dans toutes les écoles. » (Milo Rau, directeur artistique du Théâtre municipal de Gand)

Si celui ou celle qui ne connaît pas son histoire est amené·e à la revivre autant la revisiter avec de nouvelles lunettes. C'est donc un nouveau regard que Fabian Scheidler nous propose de porter sur 5000 ans d'histoire. Il revient sur le concept de « mégamachine », forgé par l'historien Lewis Mumford (1895-1990) et qu'il prend pour désigner ici une forme d'organisation sociale semblant fonctionner comme une machine. En fait, montre-t-il, il s'agit d'un système fait d'êtres humains déguisés en rouages.

Dès l'introduction l'auteur précise que nous observons une corrélation directe entre ce qui est bon pour le capitalisme et ce qui détruit la biosphère et sape l'habitabilité de la terre. La majorité des gens le comprennent plus ou moins confusément mais sont paralysés par un sentiment d'impuissance, ceci malgré l'existence d'alternatives. Contrairement à ce que nous avons appris à l'école, le système qui s'est installé il y a plus de cinq siècles est basé sur le pillage et la violence aliénante qui en est le ressort trouve ses racines plus de cinq millénaires plus tôt, avec le travail du métal.

Dans la première partie, Scheidler détaille les quatre tyrannies et les racines de la domination. La sédentarisation rend possible l'accumulation de biens et l'émer-



gence d'une hiérarchie, mais ne l'entraîne pas automatiquement (les hommes ont vécu en sédentaires pendant quatre mille ans sans distinction de classes réparables). Le point de bascule intervient avec le travail des métaux, auquel tout le monde n'a pas accès, et qui rend possible la fabrication d'armes plus efficaces et l'utilisation de monnaie (qui permet d'exiger des impôts en numéraires et non en nature). C'est alors aussi qu'apparaît l'écriture, qui sert d'abord à comptabiliser les dettes, également à transcrire les épopées des puissants, mais l'écriture comme plus tard l'imprimerie et les médias seront un lieu de luttes.

Le marché (le recours à la valeur marchande) n'a pas émergé spontanément d'échanges entre individus comme l'explique naïvement Adam Smith mais de la guerre, de l'imposition du recours à la monnaie. Le marché permettait de payer les armées via l'impôt, ce qui permettait des conquêtes, des prisonniers réduit en esclavage pour exploiter les mines, donc la fabrication de monnaie, etc.

« On décrit le Moyen Age comme une époque sombre, mais le fait historique, c'est que la torture, l'Inquisition, la chasse aux sorcières et tout ce qu'on lui associe, ont atteint leur paroxysme dans les Temps Modernes, avec l'émergence du système capitaliste. » (p.)

Dans les cités-états italiennes, puissance militaire et maritime et pouvoir économique se confondent. Elles financent les croisades, qui sont déjà de vastes opérations de remboursement de dettes au prix de massacres sans nom.

Extraction minière et fabrication industrielle d'armures et d'armement (qui entraîne l'abattage des forêts) contribuent à cette recrudescence de violence qui se déchaîne maintenant outremer avec le génocide des populations indigènes de l'autre côté de l'Atlantique ou dans les îles de l'archipel indonésien et l'écrasement des mouvements égalitaires en Europe, où l'appropriation des terres par de grands propriétaires entrepreneurs transforme des paysans en vagabonds qui n'ont plus d'autre choix que de vendre leur force de travail pour un salaire de misère.

Scheidler montre comment les sciences mécanistes (Descartes, Bacon, Hobbes...) ont réduit le monde extérieur, la nature, l'homme lui-même au statut de machine.

Viennent ensuite d'autres guerres, la naissance du fascisme, les grandes inventions en partie grâce à l'exploitation des ressources des colonies...

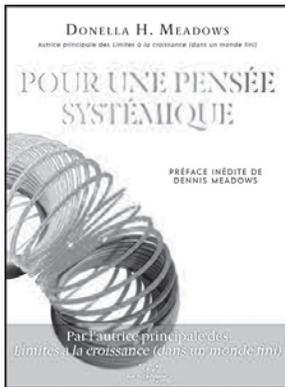


La conclusion prend la forme de propositions pour sortir de la mégamachine. Cette partie rejoint en beaucoup de points les combats d'ATTAC. En sortir par le haut ou par le bas par la mise en place de changements structurels importants et collectifs. Au niveau individuel Scheidler nous invite à réfléchir à nos comportements, à chaque moment où nous sommes un des rouages de cette mégamachine et où nous pouvons dire stop.

(Ceci est une synthèse de synthèses, à retrouver sur le site d'ATTAC-Liège. Mais rien ne peut remplacer l'expérience de la lecture de cette excellente traduction.)

LA PENSÉE SYSTÉMIQUE

Donella Meadows, *Pour une Pensée systémique*, traduit par Marianne Bouvier, Rue de l'échiquier, 2023, 288 p.



Donella H. Meadows, autrice principale du rapport *The Limits to Growth*, 1972¹) publie *Pour une pensée systémique*. Nous y lisons notamment le rappel de cette loi physique : « *Un système physique qui s'accroît exponentiellement comporte au moins une boucle amplificatrice suscitant la croissance et au moins une boucle régulatrice limitant cette croissance, car aucun système physique ne peut croître éternellement dans un environnement fini.* » (p. 93) Une ressource non renouvelable est limitée par son stock : « *La totalité du stock est disponible immédiatement, et peut être extraite au rythme souhaité (principalement limité par le capital d'exploitation). Mais puisque le stock n'est pas renouvelé, plus l'extraction est rapide, plus la durée de vie de la ressource est courte.* » Une ressource renouvelable est limitée par son flux : « *Elle peut supporter d'être exploitée indéfiniment, mais uniquement selon un flux déterminé équivalant au rythme auquel elle se régénère. Si elle est extraite ou récoltée plus vite qu'elle ne se régénère, elle risque de descendre en dessous d'un seuil critique et de devenir de fait une ressource non renouvelable.* » (p. 107)

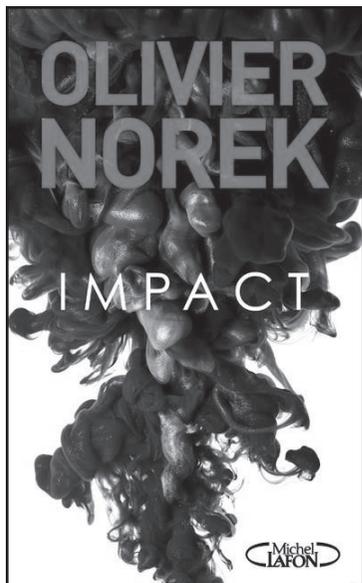
Denis Meadows, Donella Meadows, Jorgen Randers, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)* Traduit de l'anglais (États-Unis) par Agnès El Kaim, Rue de l'échiquier L'écopoche, 2022.

QUI SONT LES CRIMINELS ?

Compte-rendu d'Anne Gras



LECTURES



Impact, Olivier Norek, Michel Lafon, 2020, 348 p.

Ce roman policier est aussi un thriller écologique et politique.

Le patron de TOTAL a été enlevé. Un policier, Nathan Modis, et une psychologue profileuse, Diane Meyer, font équipe et attendent la demande de rançon. Mais le ravisseur, Virgil Solal, envoie des vidéos et ne réclame pas de rançon. Il exige que TOTAL arrête définitivement ses projets d'extraction d'hydrocarbure en échange de la vie du PDG. Il utilise les réseaux sociaux pour faire passer son message de défense de l'environnement et son in-

fluence est considérable.

Nouvel enlèvement par Solal : la directrice financière de la Société générale. Solal envoie en direct sur les réseaux sociaux l'interrogatoire de la banquière. Il est en fait à la tête d'un mouvement mondial de défense de l'environnement via les réseaux sociaux.

La police arrête le ravisseur.

Le procès devient une tribune pour Solal : il explique que le pouvoir économique et le pouvoir politique sont alliés pour poursuivre la destruction de la planète malgré l'accord de Paris (COP 21).

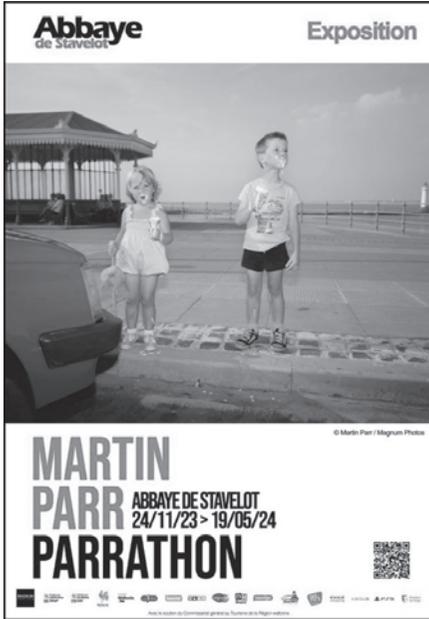
L'avocat de Solal démontre que « l'activité des grandes entreprises et de leurs dirigeants constituaient une attaque injustifiée de l'humanité ». L'avocat plaide la légitime défense et demande l'acquittement de Virgil Solal...

Tous les désastres écologiques mentionnés dans le livre sont dûment référencés à la fin.



SO BRITISH !

Josiane Marquet et Corinne Michel



Une de nos membres les plus actives l'est aussi en dehors des activités d'Attac ! Qu'il s'agisse de balades en forêt, de culture ou de visites d'expositions.

Récemment c'est lors de sa visite de l'exposition du photographe anglais Martin Parr à l'abbaye de Stavelot (jusqu'au 20 mai 2024) que Josiane a vu un lien avec les idées d'Attac, elle conseille donc vivement cette exposition !

Dès ses études de photographie dans les années 1970 à Manchester Martin Parr s'intéresse à la culture prolétarienne. En 1982, il déménage

en Irlande et publie une première série en couleur sur les petites choses, l'ennuyeux (il se dit fasciné par l'ennui).

Il ne quitte plus la couleur et son travail apparaît comme l'un des témoins privilégiés de la société britannique à l'époque de Margaret Thatcher.

Selon lui un mot peut le caractériser assez bien, c'est mischievous [que l'on peut traduire par espiègle en français]. Il photographie énormément le tourisme et notamment des plages, microcosmes qu'il affectionne particulièrement.

La série qui l'a fait connaître c'est *The Last Resort*, livre publié en 1986 qui a connu 7 éditions depuis, continue à vivre et surtout à être d'actualité.

Ses photographies interrogent notre rapport au monde à travers des situations kitsch, drôles ou ennuyeuses. Il est également souvent demandé pour des travaux de commandes. Récemment son travail sur les selfies *Death by Selfie* en Inde montre un autre visage du tourisme depuis les smartphones.

Dans cette exposition, c'est au fil de 14 thématiques que nous découvrons comment Martin Parr décortique notre société en quête de sens.



ECSA Marseille du 26 au 28 avril

<https://spaceforalternatives.eu/fr/accueil/>

Sy retrouveront entre autres des représentants des ATTAC d'Europe, du CADTM, de l'Agora des Habitants de la Terre...



CADTM

Le mercredi 10 avril à Barricade de 17h30 à 20 h, «*Décoloniser la dette. La dette comme vecteur d'extractivisme*»

Les rencontres d'automne du CADTM auront lieu les **4, 5 et 6 octobre 2024** à l'auberge Simenon de Liège. L'édition 2024 abordera plusieurs thèmes sous différentes formes. Elles combinent ateliers, conférences, activités interactives sur la montée de l'extrême droite, la crise de la dette aux Suds, la Chine et les BRICS comme créanciers. Il sera aussi question de dette écologique et de souveraineté alimentaire.



Agora des Habitants de la Terre

Quelques militants peu nombreux mais déterminés, sur quatre continents. Qui crient encore leur exigence de justice.

Face à une humanité spoliée par les guerres, la financiarisation, les privatisations, l'empoisonnement des terres, la contamination des eaux, la pollution de l'air, les principaux objectifs sont d'interdire les brevets sur le vivant, la marchandisation de la nature, la spéculation et le recours aux paradis fiscaux, la vente et la fabrication d'armes, d'établir un registre mondial des connaissances, une organisation mondiale du commerce basée sur la coopération et les échanges équitables, un conseil citoyen mondial des biens communs publics.



CRACPE

25 ans que nous refusons les politiques de refoulement des immigrés et ces prisons hors droit que sont les centres fermés. **Manifestation le dimanche 14 avril**



Parlement européen, 546 eurodéputés ont voté en faveur d'une **directive interdisant les procédures d'intimidation**, et seulement 47 contre. Les tribunaux pourront à l'avenir rejeter plus rapidement les plaintes infondées, les personnes injustement attaquées réclamer des compensations et les plaignants payer une amende. Si cette directive avait existé plus tôt, l'association «Sauvons la forêt» aurait évité la tentative d'intimidation d'une entreprise indonésienne, qui lui a fait perdre trois ans.



Parlement européen, toujours : **le crime d'écocide** a été inscrit dans le droit européen. Commerce illégal du bois, épuisement des ressources en eau, violations de la législation européenne sur les substances chimiques, pollution causée par les na-

vires, incendies de forêt, pollution généralisée de l'air, de l'eau et du sol... Toutes ces infractions pénales s'apparentent désormais à un écocide et peuvent être sanctionnées de peines de prison et d'amendes s'élevant à 3 ou 5 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise en infraction ou à 24 ou 40 millions d'euros. Les États membres disposent de deux ans pour transposer ce texte dans leur système national.



Pour avoir surveillé de trop près ses salariées, **Amazon France Logistique (AFL)** a été condamnée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) à une amende de plus de 32 millions d'euros, soit 3 % du chiffre d'affaires de l'entreprise qui s'élevait à plus de 1,135 milliard d'euros en 2021.

ATTAC-Liège vous invite à une conférence-débat

NE PAS SE TROMPER DE COLÈRE

Pourquoi voter extrême-droite est voter contre soi ?
Avec Julien DOHET & Olivier STARQUIT

Mardi 2 avril à 19h
Barricade - Rue Pierreuse - Liège

info@attacliege.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Attac-Liège vous propose
Le mardi 2 avril à 19h
A Barricade - Rue Pierreuse - Liège

NE PAS SE TROMPER DE COLÈRE !
POURQUOI VOTER EXTRÊME DROITE EST VOTER CONTRE SOI-MÊME ?

Conférence par Julien DOHET et Olivier STARQUIT



Prix libre et concert
www.attacliege.be | info@attacliege.be

ATTAC-Liège vous invite à un ciné-débat

LE BALAI LIBÉRÉ

Débat avec Marie BRIMBOIS

Samedi 20 avril à 10h
Cercle Leonardo Da Vinci - Seraing

info@attacliege.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Attac Liège et le Cercle de Vinci proposent:
Au Cercle Leonardo da Vinci
Rue Colbert, 84 - Seraing

Samedi 20 avril de 10h à 13h
CINÉ-DÉBAT
LE BALAI LIBÉRÉ

Débat avec Marie BRIMBOIS déléguée syndicale
syndicatiste et auteur du scénario



info@attacliege.be - seraing@attacliege.be
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège - Cycle élections - Réflexion

APÉROS POLITIQUES

Réflexion sur les questions à poser aux candidats

Jeuudi 16 mai à 19h
CCKali - Rue St Thomas - Liège

info@attacliege.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Cycle élections
Apéros Politiques

ELECTIONS Séance pré-apéros !
PIÈGE À GON Thème d'ATTAC
La fiscalité

Le 16 mai à 19h @ Kali - Rue St Thomas - Liège

Venez réfléchir et préparer des questions pour les candidats: progressivité de l'impôt, taxe sur les grosses fortunes, ...

www.attacliege.be - info@attacliege.be

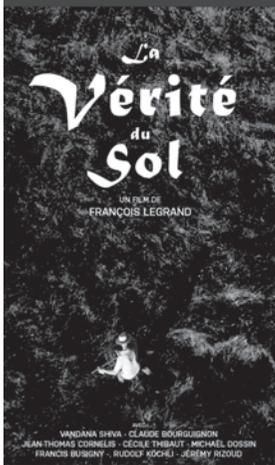
% ATTAC-Liège vous invite à deux soirées dans le cadre de **Nourrir Liège**




GROUPE DE LECTURE
Mangez les riches
 de Nora BOUAZZOUNI

MAR
16
 AVR
 19h

CCKali
 Rue Saint Thomas 32
 Liège



CINÉ-DÉBAT
La Vérité du sol
 de François LEGRAND

MER
17
 AVR
 19h30

Beau-Mur
 Rue du Beau-Mur 48
 Grivegnée

% Attac Liège www.attacliege.be - info@attacliege.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles 



Groupe de lecture Ecoféministe

LES JEUDIS
À 18H30



28 mars

RONDE DE LIVRES

ANIMÉE PAR CLAUDINE LIÉNARD

23 mai

POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE

DE FATIMA OUASSAK

25 avril

**DES PAILLETES SUR LE
COMPOST**

DE MYRIAM BAHAFFOU

13 juin

COMMENT S'ORGANISER ?

DE STARHAWK

Inscriptions conseillées :
angelique.dewaha@protonmail.com

Casa Nicaragua
Rue Pierreuse 23 - Liège

% www.attacliege.be - info@attacliege.be

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles



SOUTENIR ATTAC

ça fait du lien par où ça passe

**Vous voulez plus de justice environnementale, sociale, fiscale ?
Contribuer à un monde plus juste?**

REJOIGNEZ-NOUS

dans nos actions, nos rencontres, nos formations.

Renouvelez votre soutien financier

(à partir de 20 euros / an pour qui jouit de rentrées financières décentes
et de 10 euros / an pour les revenus riquiquis)

Ensemble, tentons de changer les rapports de force.

Compte Triodos : BE02 5231 4086 9640

www.attacliege.be

info@liege.attac.be

rue du Plope, 184 - 4041 HERSTAL

CONNAISSEZ-VOUS LE LEGS EN DUO ?

Le legs en duo est une technique qui consiste - lorsqu'un testateur laisse comme héritiers des personnes éloignées et donc fortement taxées - à léguer une partie importante de son patrimoine à une association [...], faiblement taxée en droits de succession, à charge pour celle-ci de payer la totalité des droits de succession en bénéficiant d'une petite partie du legs en plus des héritiers choisis ; ceux-ci ne payant pas de taxes, ils reçoivent davantage.

Si cela vous intéresse, contactez-nous.



Mercredi 15 mai, 18h

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ATTAC LIÈGE

Au Beau-Mur // Rue du Beau-Mur, 48 4030 Liège



- ▶ Activités 2023
- ▶ Comptes 2023 / Budget 2024
- ▶ Projets 2024
- ▶ Élections des membres du CA et du groupe de coordination
- ▶ Accueil des nouveaux membres
- ▶ Bulles & chansons



Mercredi 17 avril, 19h30

Ciné-débat *La Vérité du sol*
dans le cadre de *Nourrir Liège*
Beau-Mur, rue du Beau-Mur, 4030 Grivegnée

Jeudi 18 avril

Stand pour *Nourrir Liège*
Rêve Général au Sart Tilman

Samedi 20 avril, 10-13h

Projection-débat du film *Le Balai libéré*
Débat avec Martine Brimbois, déléguée syndicale secteur des services
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill, 86, 4100 Seraing

Mardi 23 avril, 19h

Nicolas Franka : *Monnaies régionales : la Wallonie peut-elle avoir sa propre monnaie ?*
HEC, rue Louvrex, 14, 4000Liège

Jeudi 25 avril, 19 h

Groupe de lecture éco-féministe
Des paillettes sur le compost de Myriam Bahaffou
Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23, 4000 Liège

1^{er} mai

Animation Place Saint Paul

Mercredi 8 mai, 20 h

Projection-débat du film de Ken Loach *The Old Oak*
dans le cadre du festival de Résistance
centre culturel de Dison ?

Mercredi 15 mai, 18h

AG d'ATTAC Liège
Au Beau-Mur, rue du Beau-Mur, 48, 4030 Liège

Jeudi 16 mai, 19 h

Préparation Apéro politique
CC Kali, rue Saint-Thomas, 4000 Liège

Mercredi 22 mai, dès 17h30

Apéro politique, avec le CNCND 11 11 11
(sur inscription)
Au Beau Mur, rue du Beau-Mur, 48, 4030 Liège

Jeudi 23 mai, 19 h

Groupe de lecture éco-féministe
Pour une écologie pirate de Fatima Ouassak
Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23, 4000Liège

Jeudi 28 mars, 19 h.

Groupe de lecture éco-féministe
Ronde de livres avec Claudine Liénart
Casa Nicaragua

Mardi 2 avril, 19 h

Olivier Starquit et Julien Dohet
« *Ne pas se tromper de colère. Voter pour l'extrême droite c'est voter contre soi* »
Barricade, rue Pierreuse, 15, 4000 Liège

Mardi 16 avril

Arpentage *Mangez les riches*
dans le cadre de *Nourrir Liège*
CC Kali, rue Saint Thomas, 4000 Liège

SOMMAIRE

Édito	p. 2	Jeu agricole	p.18
Ukraine	p.3	Recensions	p.20
Gaza	p.5	Exposition	p.24
Monde agricole	p.7	Luttés communes	p.25
Démocratie et élections	p.8	Bonne nouvelles	p.26
Assemblée citoyenne	p.10	Annonces	p.27
Démocratie économique	p.11	Soutien et AG	p.30
Fiscalité participative	p.13	Agenda	p.31
Réparations révolutionnaires	p.17	Sommaire	p.32

Dimanche 14 avril

Manifestation de la place Saint Lambert au Centre fermé de Vottem

